

*Le groupe de Puebla appelle à
une réunion internationale de
soutien à la vice-présidente
argentine*

Image not found or type unknown

Photo : Página 12

Buenos Aires, 7 déc (RHC) Le Groupe Puebla a annoncé mercredi qu'il organisera une réunion internationale à Buenos Aires en solidarité avec la vice-présidente argentine Cristina Fernández, face à la persécution judiciaire dont elle fait l'objet et aux tentatives de proscription.

La réunion aura lieu lundi prochain au Centre culturel Kirchner avec la participation de la vice-présidente, du chef d'État Alberto Fernández, des anciens présidents Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Équateur), Pepe Mujica (Uruguay), José Luis Rodríguez Zapatero (Espagne) et Ernesto Samper (Colombie).

La deuxième vice-présidente du gouvernement de la nation européenne, Yolanda Díaz, le dirigeant de l'organisation politique mexicaine Morena, Mario Delgado, et l'avocate du Conseil latino-américain pour la justice et la démocratie, Gisele Ribocom y seront également présents.

La réunion commencera à 16h00, heure locale, et aura pour thème central : Du parti militaire au parti judiciaire, les menaces qui pèsent sur la démocratie.

Selon un communiqué du groupe, la réunion a été convoquée pour dénoncer le fait que la vice-présidente argentine est victime d'un procès politique orchestré par la droite avec l'aide des opérateurs judiciaires et des médias afin de l'écarter du débat démocratique.

La veille, le Tribunal oral fédéral 2 a prononcé une peine de six ans de prison et d'interdiction à vie d'exercer une fonction publique à l'encontre de la vice-présidente argentine Cristina Fernández qui est également présidente du Sénat, pour fraude présumée au détriment de l'administration publique.

Ce verdict correspond à la dite Affaire Vialidad pour des irrégularités présumées dans l'attribution de 51 travaux dans la province de Santa Cruz entre 2003 et 2015, des faits que l'ancienne présidente a rejetés et niés pendant trois ans d'audiences.

L'ancienne cheffe d'État a souligné l'existence d'un État parallèle, d'une mafia et d'un parti judiciaire qui l'a poursuivie pour des crimes qu'elle n'a pas commis. Elle a également affirmé que sa disqualification est la véritable sentence recherchée par les juges, les procureurs, les hommes d'affaires et les politiciens opposés au péronisme

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/307317-le-groupe-de-puebla-appelle-a-une-reunion-internationale-de-soutien-a-la-vice-presidente-argentine>



Radio Habana Cuba